

CADRES

C.F.T.C.

NUMÉRO 137
FÉVRIER 1960

et PROFESSION

Organe de la Fédération des Ingénieurs et Cadres de l'Industrie et du Commerce

RÉFORMES...

AL'OCCASION d'une réforme du Code du Commerce, le Ministre de la Justice envisage de transformer fondamentalement les bases juridiques de l'entreprise, en introduisant des représentants du personnel dans les Conseils d'Administration.

Dans un domaine aussi important, il semble avant tout nécessaire pour le gouvernement de ne pas manquer l'occasion comme lorsqu'il s'est agi, l'année dernière, du projet de loi sur l'association des travailleurs aux fruits de l'entreprise. On risque, en effet, de voir se réduire encore plus l'importance et le rôle des Conseils d'administration tout en ouvrant la voie à la pratique de réunions préalables hors de la présence des représentants du personnel. Il importe, en outre, d'éviter que ces derniers soient des otages et que leur présence les conduise vers une certaine forme d'égoïsme d'entreprise.

PAR

François LAGANDRÉ

Président de la F.F.S.I.C.

CETTE réforme n'est acceptable que dans la mesure où elle répond à un désir réel d'intégrer les travailleurs à la vie économique de la nation. Elle suppose donc que d'autres transformations essentielles seront amorcées en même temps et un jugement valable ne pourra intervenir qu'une fois l'ensemble connu.

La section syndicale d'entreprise doit être reconnue, car les administrateurs auront à s'appuyer sur elle s'ils veulent rester réellement représentatifs. Faute de satisfaire cette première revendication, la réforme risque de conduire, en fait, à une nouvelle forme de paternalisme.

Les entreprises doivent prendre l'habitude de diffuser les éléments nécessaires à un véritable contrôle de leur gestion et, en particulier, de publier les comptes d'exploitation. Cette revendication, déjà réclamée par les actionnaires et à laquelle ont répondu un certain nombre de sociétés qui ne sont pas toutes nationalisées, intéresse au moins autant les travailleurs.

ENFIN, il faut faire aux travailleurs l'honneur de ne pas les fourvoyer dans la voie des égoïsmes de clocher. Une action dans le sens du bien commun suppose que les problèmes de l'entreprise peuvent être bien situés dans une perspective plus vaste, tant professionnelle que régionale. La représentation des professions ne doit plus être, comme jusqu'ici, monopolisée par les seuls syndicats patronaux et, sur le plan local, les chambres de commerce doivent être sérieusement réformées pour ouvrir leurs portes aux représentants des travailleurs. Dans combien de cas le dynamisme des syndicats ouvriers ne contribuerait-il pas à redonner vie à des professions ou à des régions en perte de vitesse?

Si toutes ces réformes sont indispensables, il nous paraît encore plus utile de transformer l'esprit qui anime un patronat généralement opposé à toute modification. L'expérience d'une année de fonctionnement des institutions nouvelles montre que le changement des structures n'empêche pas les hommes de rester ce qu'ils étaient et qu'il a seulement réussi à modifier la nature de leur action.

Conséquences d'un départ ?

PAR

André BAPAUME

Secrétaire général
de la F.F.S.I.C.

LES événements vont décidément très vite et ce dernier mois a vu s'opérer une petite révolution, dont on aurait tort de négliger les conséquences : le départ de M. Pinay, ministre des Finances et des Affaires économiques.

Il nous est difficile de supporter les raisons exactes de ce départ, mais cette colère subite, à propos de projets depuis quelque temps connus, laisse supposer que ce départ s'inscrit dans une stratégie politique à long terme qui pourrait viser l'Elysée.

N'oublions pas que le parti politique de M. Pinay a provoqué la plupart des crises gouvernementales sous la IV^e République. Ses vives réactions actuelles, ses menaces de rupture de la majorité pourraient laisser croire qu'il conçoit la stabilité gouvernementale, non pour le pays, mais pour lui et les intérêts qu'il représente. Il est néanmoins évident que M. Pinay et son parti se trouvent en opposition fondamentale avec l'orientation de certains projets jugés incompatibles avec la conception libérale de l'autre siècle.

Il ne nous viendrait pas à l'idée de contester les résultats obtenus depuis un an, encore qu'ils restent extrêmement fragiles. Mais nous devons aussi indiquer que si M. Pinay a donné de grandes satisfactions aux possesseurs ou gérants de capitaux, français ou étrangers, elle n'a pas pour autant réglé un certain nombre de problèmes essentiels auxquels la théorie économique qui l'inspire reste étrangère.

Les dernières statistiques connues révèlent qu'en 1957, sur un effectif de 9.338.000 salariés un peu plus du quart a perçu moins de 30.000 francs par mois, environ la moitié moins de 40.000 francs et les trois quarts moins de 56.000 francs par mois. On peut ajouter les quelque 3 millions de personnes âgées de plus de 65 ans qui vivent misérablement. Nous pourrions également citer les zones ou secteurs sous-développés ou en voie de sous-

développement en France métropolitaine, et pour lesquels la grande sollicitude des Pouvoirs publics et des banques d'affaires dépasse guère le stade des déclarations d'intention.

QUELS projets ont pu soulever une telle hostilité chez M. Pinay ?

— La Société Industrielle de Pétrole (S.I.P.) ayant pour but d'assurer la commercialisation des pétroles sahariens dont la production doit couvrir nos besoins en 1963. Le ministre a le souci de ne pas dépendre uniquement des grandes sociétés internationales.

— Le Bureau de développement et de conversion industrielle qui serait chargé d'intervenir pour le compte de l'Etat dans les branches et régions insuffisamment développées ou menacées de chômage.

— Le projet de réforme des sociétés anonymes prévoyant l'attribution de postes d'administrateurs à des représentants du personnel et la désignation d'un commissaire aux comptes par le Pouvoir judiciaire.

En matière d'énergie, M. Jeanney souhaite l'institution d'une taxe sur le fuel, afin de résoudre les problèmes posés par le reclassement des mineurs.

Enfin, en matière de salaires, plusieurs ministres ont consenti des hausses dépassant le plafond de 3 % fixé par M. Pinay.

CES projets sont importants et répondent à des nécessités impérieuses, mais ils portent atteinte à un principe cher à M. Pinay : la non-intervention de l'Etat dans le jeu de la libre entreprise.

Or, il est évident que les décisions utiles ne peuvent être laissées à l'initiative d'intérêts privés ou de banques d'affaires, et qu'une intervention de l'Etat, responsable du bien commun s'impose. Le Gouvernement britannique de sa Majesté prend de telles initiatives, il implante des usines dans les zones atteintes par le chômage, cependant personne n'ose le soupçonner de dirigisme.

Les chefs de l'Etat et du Gouvernement, qui ont pris cette responsabilité, ont pris en même temps un gros risque. Dans un article paru dans « La France Indépendante » (18 janvier), M. Roger Duchet écrit : « Antoine Pinay a été renvoyé, c'est une erreur et c'est une faute, et dont les conséquences sont incalculables. »

Il faut prévoir que, peut-être, les mêmes moyens qui ont permis à ces groupes d'avoir la peau du Gouvernement socialiste de Guy Mollet, resté 16 mois au pouvoir, pourraient être de nouveau utilisés : l'inflation des prix à l'intérieur et l'asphyxie des devises étrangères sur le plan extérieur.

UNE fois encore, la C. F. T. C. s'est vue contrainte de sortir de sa réserve pour prendre position dans la vie publique de la nation. Le syndicalisme constitue l'une des grandes composantes de la vie nationale. Aussi les soubresauts qui secouent le pays ne peuvent-ils le laisser indifférent.

Le 24 janvier, la France s'est trouvée en face d'une tentative de remise en cause de la légitimité des institutions et des principes fondamentaux du régime, principes dont découle pour les travailleurs le droit syndical.

Les cadres sont professionnellement détenteurs d'une certaine autorité. Faute de ne pouvoir justifier aux yeux de ceux dont ils ont la responsabilité cette autorité qu'ils revendiquent légitimement, ils ne pouvaient rester indifférents aux atteintes graves portées à l'autorité légitime des responsables de la vie de la nation.

Notre bureau fédéral, réuni exceptionnellement le samedi 29 janvier, en s'associant pleinement aux décisions confédérales, a tenu à manifester la conscience qu'avaient les cadres de l'importance des valeurs mises en cause.

Grâce à l'appui massif des populations exprimé par les mouvements les plus divers et auquel les organisations syndicales ont apporté, dès la première heure, celui des travailleurs, le Président de la République a pu disposer de l'autorité nécessaire pour rétablir la situation.

Une fois de plus, le syndicalisme aura ainsi rendu un immense service au pays. Une fois de plus aussi est faite la démonstration que, dans les circonstances exceptionnelles, les grandes centrales groupant l'ensemble des catégories de salariés peuvent infléchir le cours des événements et donner ainsi aux ingénieurs et cadres qui leur sont associés l'occasion d'assurer pleinement envers leur pays l'ensemble des responsabilités qui sont les leurs.

F. L.

Les Ingénieurs et Cadres C.F.T.C. :

- Sachant, en raison de leurs responsabilités professionnelles, qu'une autorité légitime garante des libertés ne peut être discutée sans risques très graves pour les communautés sur lesquelles elle s'exerce ;
- S'émouvant de voir bafouée l'autorité des institutions de la République dont, quelle que puisse être l'opinion de chacun, la légitimité ne peut être contestée ;
- Approuvent les positions prises par les instances confédérales ;
- Assurent le Président de la République, en ces heures douloureuses, de leur ferme appui pour la défense des institutions.

(Communiqué du Conseil fédéral non inséré par les quotidiens.) PARIS, le 30 janvier 1960.

Cinq nouvelles Confédérations nationales deviennent membres de la C.I.S.C.

Les délégués de 41 confédérations syndicales nationales et de 11 internationales professionnelles chrétiennes affiliées à la C.I.S.C. en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe se sont réunis du 9 au 11 décembre 1959 en Conseil, à Strasbourg.

Le Conseil, qui était présidé par Gaston Tessier (France), se réunit une fois l'an et a pour tâche d'établir les directives générales pour l'activité du Bureau de la C.I.S.C.

Les travaux du Conseil étaient notamment consacrés aux trois points suivants : le programme social des institutions européennes, un projet de programme social pour les pays en voie de développement et le rapport d'activité du secrétaire général.

Cinq confédérations qui avaient demandé leur affiliation à la C.I.S.C., ont été acceptées comme membres par le Conseil. Il s'agit des confédérations des syndicats chrétiens des pays suivants : Haïti, Panama, Paraguay, Indonésie et Malte.

Pour un programme social européen

Le rapport concernant le programme social des Organismes européens, introduit par J. Alder (Pays-Bas), visait principalement la Communauté économique européenne, où, d'après le rapporteur, une difficulté réside dans l'absence d'un programme social. Après avoir analysé le traité sous les aspects sociaux, le rapport passe en revue les différents problèmes dont la direction sociale de la Communauté s'est déjà saisie depuis le temps qu'elle existe, notamment : Harmonisation des régimes de sécurité sociale et de leur système de financement ; égalité des salaires pour hommes et femmes ; congés payés ; salaires ; automatisation ; libre circulation des travailleurs ; fonds social ; élaboration d'un programme social général.

Le rapport critique l'attitude de la Commission européenne et du Conseil des ministres à l'égard du Fonds social et l'absence d'une politique sociale en faveur des pays et territoires associés, dont il pourrait résulter de graves conséquences pour l'Europe, aussi bien que pour les régions intéressées elles-mêmes.

La discussion de cet excellent rapport a notamment permis aux divers orateurs d'exprimer le mécontentement général au sujet du processus de réalisation du Marché Commun qui ne laisse pas de compromettre l'harmonisation sociale des conditions de travail dans la Communauté. Le Conseil a décidé de transmettre les résolutions issues dudit rapport, à l'Organisation européenne de la Confédération internationale des Syndicats chrétiens, qui met actuellement la dernière main à un manifeste social pour l'Europe.

La C. I. S. C. prépare un nouveau programme économique et social de portée mondiale

Après avoir entendu les rapports de G. Pongault (Afrique) et du secrétaire général A. Vanistendael, traitant respectivement du programme social pour les pays en voie de développement et du programme économique de la C.I.S.C., le Conseil a été unanime à reconnaître l'urgence d'une révision de ce programme. Il a, en conséquence, décidé la création de trois groupes de travail chargés de préparer un rapport qui sera discuté au prochain Conseil. Il appartiendra au Congrès de 1961 de proclamer le nouveau programme de la C.I.S.C.

Le rapport du secrétaire général illustre une nouvelle fois le rapide développement du syndicalisme chrétien dans le monde. En même temps s'accroît l'influence de la C.I.S.C. dans les institutions internationales telles que les Nations Unies, l'Organisation internationale du Travail, l'UNESCO, etc. Personne ne contestera que d'année en année, ces organisations exercent une influence de plus en plus grande sur la vie politique et sociale des différents pays. Aussi la C.I.S.C. suit-elle avec la plus grande attention, et parfois aussi avec inquiétude, les décisions adoptées et mises en œuvre par ces diverses institutions.

Le Conseil a également voué une attention particulière au problème des régions économiquement sous-développées et des pays qui ont accédé à l'indépendance politique au cours de ces dernières années.

LE DÉFICIT DE LA BALANCE AMÉRICAINE DES PAIEMENTS

LES derniers mois de 1959 ont confirmé les craintes que l'on pouvait avoir quant au déficit de la balance américaine des paiements. Ce fait, sans engendrer la panique, a cependant revêtu une ampleur suffisante pour justifier les avertissements lancés par la Trésorerie américaine. Si des mesures rapides et efficaces ne sont pas prises de part et d'autre de l'Atlantique pour enrayer ce phénomène, il y a risque de voir les Etats-Unis entrer dans une ère de protectionnisme et de mesure de restrictions.

Il faut signaler, en effet, que le déficit de la balance financière extérieure des Etats-Unis, qui atteignait à peine les 2 milliards de dollars de moyenne annuelle entre 1950 et 1958, est passé brutalement à 3,4 milliards en 1958 et atteint 4 milliards en 1959.

Les causes du déficit

De nombreuses hypothèses sont évoquées pour expliquer ce déficit. On peut les grouper en quatre « théories » principales :

Les conséquences sur l'orientation de la politique économique extérieure

Si l'on n'y prend garde, les conséquences risquent d'être désastreuses à très brève échéance, le décalage traditionnel, aux U. S. A., entre les événements et leur transformation en pression sur la politique du pays pouvant être très court ici.

En effet, d'une part, on se trouve à l'orée d'une campagne électorale pour la future élection présidentielle et un tel climat favorise l'action des groupes d'intérêts.

D'autre part, les soutiens traditionnels d'une politique commerciale libérale perdent de leur influence ou virent de bord :

- Le Sud s'industrialise ;
- Le monde ouvrier craint le chômage ;
- Les industriels craignent de plus en plus la concurrence européenne.

Les effets politiques immédiats

Ces effets se feront sentir sur tous les postes incriminés comme responsables du déficit :

1° L'AIDE ECONOMIQUE A L'ETRANGER

Il est dès maintenant certain que la contribution américaine à

- 1° Le déficit est dû aux investissements privés et aux dépenses gouvernementales à l'étranger ;
- 2° L'Europe Occidentale a comblé son retard technique ;
- 3° L'Europe s'introduit sur le marché américain par le niveau de ses prix ;
- 4° Les Etats-Unis se sont exclus des marchés mondiaux par le niveau de leurs prix.

Si toutes ces hypothèses ont vu le jour, c'est, d'une part, que les années de référence ne sont pas les mêmes dans chaque cas et, d'autre part, parce qu'elles ont toutes certainement leur part.

Cependant, les deux dernières, et singulièrement la dernière, sont le plus souvent retenues parce qu'elles arrangent tout le monde : le gouvernement, obsédé par les risques d'inflation ; les industriels, pour refuser les demandes d'augmentation ; les syndicats qui reprochent aux industriels de ne pas se préoccuper des forces réelles du marché, enfin, et bien évidemment, les protectionnistes.

Nécessité d'une initiative européenne

C'est dans la mesure où les pays d'Europe Occidentale réagiront dans le bon sens et très rapidement que les dangers signalés plus haut pourront être évités.

Cette action devrait s'exercer dans quatre domaines distincts :

1° L'élimination de toute discrimination à l'encontre du dollar

La France a déjà agi dans ce sens (déclaration de M. Pinay à l'Assemblée le 6 novembre). Cette réaction rapide a eu une profonde résonance aux Etats-Unis, mais il faudrait aller plus loin dans le domaine de la libération des échanges si on veut dissiper complètement les appréhensions des industriels américains vis-à-vis du Marché Commun.

2° Recherche d'une nouvelle organisation des nations occidentales industrialisées

Au cours des années d'après guerre, la France a beaucoup contribué à l'organisation de l'Europe Occidentale. Une initiative française sur un plan beaucoup plus vaste est à présent souhaitable. Il s'agit de mettre sur pied un organisme assurant une coopération systématique entre les grands pays industriels occidentaux. Cette organisation aiderait à trouver la solution des problèmes économiques qui divisent l'alliance occidentale : problèmes de politique commerciale, stabilisation des cours des produits de base, problème de la liquidité des réserves de change.

3° Aide aux pays sous-développés

4° Défense de l'Occident

Les Etats-Unis se trouvent en face d'un déficit extérieur important, qu'ils se doivent de réduire rapidement.

La voie que prendront les Etats-Unis dépend, non seulement de la situation politique à Washington, mais encore des décisions qui seront prises dans les grandes capitales d'Europe Occidentale.

L'équilibre des puissances économiques de l'Amérique et de l'Europe s'étant à peu près réalisé, il n'appartient plus aux seuls Etats-Unis d'assurer la responsabilité de la direction économique du monde occidental : cette responsabilité doit être partagée.

LES OBJECTIFS DU FONDS SOCIAL EUROPEEN

CE Fonds est notamment destiné à améliorer la situation de l'emploi par une intervention dans l'œuvre de réadaptation et l'indemnisation des frais de déplacement. Il sera habilité, en outre, à prêter aide et assistance aux travailleurs qui ont vu leur emploi se rétrécir d'une manière plus ou moins sensible ou qui sont temporairement privés de leur gagne-pain par suite d'une conversion de l'entreprise qui les occupait. Aux termes du traité, le Fonds pourra prendre à sa charge 50 % des frais, l'autre moitié devant être supportée par les gouvernements.

En pratique, l'action du Fonds social, après l'entrée en vigueur de la C.E.E., s'est fait attendre. On ne disposait même pas d'un budget et le Conseil des Ministres ne pouvait se résoudre à prendre les mesures qui s'imposaient. Le mouvement syndical ne s'est pas fait faute de protester contre cet état de choses ; de son côté, l'Organisation européenne de la C.I.S.C. a multiplié les démarches auprès des instances compétentes, pour protester contre cette carence. M. le professeur Petrilli (président de la Division des Questions sociales de la C.E.E.) ayant prêté une oreille favorable à nos protestations, nous avons eu la satisfaction de voir élaborer rapidement, à son intervention, un projet de règlement du Fonds social, projet qui fut ensuite soumis pour avis au Comité économique et social et à la Commis-

sion sociale du Parlement européen, qui désigna M^{me} de Riemacker-Legot comme rapporteur.

Par le truchement du Parlement européen, la question du Fonds social européen fut dès lors portée devant l'opinion publique. Quiconque a noté l'assistance claire et nette et l'absence de toute représentation du Conseil des Ministres ou de la Commission économique de la C.E.E. au débat a dû en venir à la conclusion, à vrai dire profondément décevante, que ces Messieurs de la Communauté économique se soucient fort peu des problèmes sociaux qui se posent dans le cadre du Marché commun. En revanche, nous avons eu la satisfaction d'entendre M^{me} de Riemacker faire un commentaire aussi brillant que limpide du rapport technique et défendre avec une grande force persuasive le point de vue de la Commission sociale. Les éloges qui lui furent décernés, tant par ses adversaires politiques que par ses collègues, témoignent pour les grands mérites personnels qu'elle s'est acquis par l'élaboration et la présentation de ce rapport.

L'IMPORTANCE DU FONDS

En 1959, nos pays de la C.E.E. ont connu un développement économique plus considérable que les Etats-Unis d'Amérique. Cependant, notre capacité de production reste loin en deça de celle des U.S.A. et ne dépasse pas celle de l'U.R.S.S.

A l'avenir, l'accent sera mis toujours davantage sur le pouvoir économique.

La viabilité économique d'une nation ou d'une communauté dé-

pendra, dès lors, de la valeur de ses techniques et du volume de la main-d'œuvre qualifiée disponible. Et ici apparaît la signification du Fonds social. En donnant une impulsion nouvelle à la formation professionnelle dans les différents pays membres, il est appelé à rendre un service inestimable aux travailleurs de la Communauté, parmi lesquels il faut comprendre également ceux des territoires associés.

F. Bertrand commenta ces aspects au nom de la fraction démocrate-chrétienne, tandis que C.-P. Hazenbosch (Pays-Bas) attirait l'attention sur quelques anomalies juridiques.

On prévoit, en outre, que des millions de travailleurs auront passé, d'ici dix ans, de l'agriculture dans d'autres secteurs. La libre circulation, de son côté, ne laissera pas de susciter de graves problèmes dans le domaine du logement.

En ce qui concerne la place de la femme dans la vie économique, elle ne cessera de gagner en importance.

Pour toutes ces questions, il pourra être fait appel au Fonds social. Nous osons espérer dès lors que le Conseil des Ministres ne tardera pas à approuver le texte définitif du règlement dudit Fonds.

Celui-ci dispose actuellement d'un milliard de francs belges et commencera à fonctionner dans le courant de cette année.

Le mouvement syndical espère que les gouvernements nationaux, qui demeurent responsables, en définitive, du reclassement des travailleurs, ne manqueront pas de faire usage, dans la mesure où c'est nécessaire, des possibilités offertes par le Fonds social.

LE ROLE DES SYNDICALISTES au Comité de l'Expansion Economique

Monsieur le Directeur du journal « Le Monde »
5, rue des Italiens
PARIS (9^e)

19 novembre 1959

Monsieur le Directeur,

J'ai pris connaissance avec intérêt et étonnement de l'article publié dans Le Monde du 18, intitulé : « Problèmes d'expansion », article qui, en réalité, n'est qu'une occasion fournie à M. Rueff de faire connaître son point de vue sur les travaux du « Comité de l'Expansion Economique », présidé par M. Debré.

Si l'on en croit ce texte, ce ne serait qu'un second « Comité Rueff » et la présence de certaines personnalités syndicales n'aurait d'autre but que de « faire comprendre au pays » ce qu'il y a à faire pour rendre possible un réel progrès social sans inflation.

Certes, si tout le monde est d'accord, et les syndicalistes les premiers, pour souhaiter une stabilité monétaire, nous ne saurions admettre que cette stabilité soit réalisée par le moyen de sacrifices imposés aux travailleurs et aux familles. C'est pourtant ce qui a été fait à la suite de l'application du fameux plan sorti de l'ancienne Commission Rueff.

Cela étant, il est bien évident

que le syndicalisme ne saurait, en aucune façon, cautionner une opération du même genre, mais que sa présence au « Comité de l'Expansion Economique » ne se justifie que pour la recherche, formellement annoncée, des moyens les plus rapides et les plus efficaces pour restituer aux classes laborieuses le pouvoir d'achat perdu et pour rectifier les mesures de régression sociales prises depuis deux ans.

Ce n'est pas au moment où un grand nombre d'organisations syndicales sont engagées dans une vigoureuse action revendicative pour le rétablissement du pouvoir d'achat, qu'il faut laisser croire à l'opinion publique que la participation de syndicalistes au « Comité de l'Expansion Economique » signifie une tacite approbation des mesures prises par le Gouvernement et la poursuite d'une action de même inspiration.

Si tel devait être le but réellement poursuivi, il apparaîtrait rapidement qu'une telle collaboration ne saurait être maintenue ; c'est, tout au moins, l'avis de la C.F.T.C.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,
signé : M. BOULADOUX.

COTE ET PAYS BASQUE
Villas et appartements à louer pr :
Pâques - Juin à Octobre. Ecrivez dès maintenant : PYRENEES-OCEAN B.
P. 110 BIARRITZ (Basses-Pyrénées).

A PROPOS DE L'ÉCOLE LIBRE

Quelques réflexions à l'intention de nos adhérents

L est pénible d'aborder un sujet qui divise le pays, sur lequel les chrétiens ne sont pas unanimes, et dans le cadre d'une confédération à l'intérieur de laquelle se manifestent des positions opposées. Est-il encore possible de soumettre aux uns et aux autres quelques sujets de réflexion qui ne contribuent pas à jeter de l'huile sur le feu ?

— L'école unique et laïque est-elle vraiment indispensable à l'unité d'un pays non totalitaire ou ne serait-elle pas plutôt une formule particulière liée à une évolution historique propre à notre pays ?

— Ceux qui attribuent au système une vertu absolue pourraient utilement méditer sur les exemples étrangers différents qui ne manquent pas et sur la situation dans les régimes totalitaires ;

— Ceux qui se réclament des exemples étrangers pourraient chercher les raisons pour lesquelles des solutions analogues n'ont pu se réaliser dans la concorde.

— L'école neutre est en réalité une école qui a choisi d'expliquer le monde sans Dieu, ce qui, pour un chrétien, est impossible. Rester neutre en matière politique c'est généralement accepter un état de choses existant ou subir la politique des autres. De même, refuser toute alternative à l'école neutre, c'est accepter ou subir l'enseignement d'une vision du monde bien définie. Si ceux qui croient pouvoir tout expliquer par la raison pouvaient légitimement, lorsque l'Eglise avait le monopole, refuser un enseignement qui nie cette possibilité, la réciprocité reste aussi vraie.

— L'aspect financier du problème semble particulièrement mal posé ;

— Laisser le clivage entre école publique et école libre se faire sur des possibilités financières des parents n'est-ce pas compromettre gravement l'unité du pays, unité dont il est impossible de nier l'importance ?

— Les catholiques qui ré-

clament la prise en charge par l'Etat de tous les frais de fonctionnement des écoles libres n'oublient-ils pas la contrepartie inévitable d'un contrôle par celui qui finance, et que sans sacrifices il n'est pas de vraie liberté ?

— Les « laïcs » qui proclament que les fonds attribués à l'école libre le sont au détriment de l'école publique n'oublient-ils pas que la disparition d'une partie seulement des écoles libres coûterait bien plus cher et réduirait l'école publique à une portion encore plus congrue ?

— A partir d'un état de fait, résultat de l'histoire, chacun ne peut-il faire l'effort nécessaire qui préparera la réconciliation des écoles et évitera aux enseignants de se trouver en porte à faux entre parents et enfants ? N'est-il vraiment pas possible de trouver les points sur lesquels un accord existe et de chercher « pour le reste » une formule laissant aux parents la possibilité du choix ?

— La solution doit être durable : profiter d'une majorité parlementaire éphémère fait courir à la solution choisie le risque d'être remise en cause par la législature suivante. Ceux qui ont applaudi à la solution (tout en la trouvant insuffisante) n'oublient-ils pas que les deux tiers des députés ont été élus avec un tiers seulement des voix et qu'il suffirait de peu de chose pour faire chavirer l'édifice ?

— Enfin la presse de toutes tendances, dans sa recherche du sensationnel, a monté en épingle la position d'un seul syndicat de la C.F.T.C. Ne cherchant pas à voir ce qu'il pouvait y avoir de difficile et de déchirant sur ce point pour les chrétiens enseignants d'Etat, elle a flairé le scandale possible de chrétiens en rébellion contre l'Eglise. C'est ainsi que les communiqués du S.G.E.N. ont reçu une publicité disproportionnée tandis que la Fédération de l'Enseignement libre C.F.T.C. voyait ses positions passées sous silence.

Industrie automobile, circulation et fiscalité

L'opinion d'Alfred de SAUVY

et l'Energie, et qui expose son point de vue sur cette question d'actualité. Nous l'en remercions bien vivement. reproduire l'extrait d'un article paru dans la Revue Française Le Professeur SAUVY a bien voulu nous autoriser à

Une vive pression s'exerce sur le gouvernement tant pour réduire la fiscalité de l'automobile que pour créer de nouveaux moyens de circulation.

A l'appui de cette demande, l'industrie ne fait pas valoir l'argument démodé d'une réduction éventuelle des bénéfices, mais la double menace de chômage et de réduction des exportations.

Seule l'augmentation de la vente à l'intérieur, est-il annoncé, peut permettre l'accroissement ou même le maintien des exportations. Cet argument, a priori séduisant, sinon évident, n'est pas sans reproche. Il existe en Suisse des industries exportant 90 ou 95 % de leur production. L'industrie automobile allemande exporte depuis longtemps plus que la française avec une circulation intérieure plus réduite. Et, pour certaines marques françaises, l'exportation est encore très modeste. Ce qui est certain, c'est qu'une industrie proprement exportatrice est plus vulnérable, étant à la merci des bourrasques mondiales. Il y a donc lieu de faire un calcul serré pour chercher la solution la plus conforme à l'intérêt national.

Un autre point doit être pris en considération : c'est l'équilibre général entre les diverses branches. L'élasticité de consommation est si grande pour l'automobile et les besoins encore si importants que des progrès futurs doivent évidemment être envisagés. Cependant, cette progression en flèche peut entraîner diverses difficultés en raison du retard d'autres branches, plus vitales. Le progrès de la circulation depuis la guerre résulte largement du paiement de loyers très modérés. L'économie — souvent inconsciente — réalisée sur le loyer ayant libéré dans le budget familial les sommes nécessaires. Mais en contrepartie sevit une crise du logement qui, malgré les progrès récents de la construction, doit durer encore longtemps et a de déplorables conséquences sanitaires et autres. L'enseignement et notamment l'enseignement technique, clefs du développement général, sont, en outre, dangereusement attardés.

En règle générale, il n'y a pas de raison valable pour réduire une consommation lorsque, en toute liberté, les particuliers s'orientent dans cette voie. En dehors de l'alcool et du

tabac, qui soulèvent des problèmes particuliers, on ne voit guère que le cinéma et le théâtre pour être frappés d'un impôt spécial ne correspondant pas à un service rendu équivalent. Mais il se pose, de plus en plus, la question de la circulation dans les villes.

L'automobile a bénéficié pendant longtemps d'un réseau routier ancien, en sous-emploi traditionnel, sans que la question du coût de développement marginal soit sérieusement étudiée. L'insuffisance du réseau est aujourd'hui flagrante dans les grandes agglomérations et à certaines périodes de pointe. Mais il ne s'agit même plus du coût. Quelles que soient les sommes qui seront investies dans Paris, par exemple, l'embouteillage restera tout aussi élevé, à moins que ne soient prises des mesures d'un autre ordre.

Malheureusement, sur cette question plus que tout autre encore, l'opinion n'a pas été correctement informée. A l'action normale d'un groupe de pression extrêmement puissant, s'est ajoutée une optique parti-

La concurrence chez les

Si nous en croyons l'Auto-Journal, Citroën et Renault présentent une 3 CV (mais ce n'est pas la même !) Peugeot une 5 CV à moins que ce ne soit encore une 3 CV, et bien entendu Simca ne restera pas en arrière...

Excellent dira-t-on, voici les éléments d'une saine concurrence qui permettra au client de payer la meilleure qualité au prix le plus bas !

Glissons un œil dans les coulisses : en 1960 les investissements des constructeurs avoisineront le mil-

liard de nouveaux francs, le lancement de tous ces nouveaux véhicules coûtera en trois ou quatre ans au pays un capital de 2 à 3 milliards de nouveaux francs ! Le théâtre de la concurrence est un théâtre tragique : il y aura des victimes ; des cadences inférieures aux prévisions, c'est-à-dire des investissements sous-employés. Quel que soit le constructeur, 10 à 20 % de sous-emploi c'est pour le pays 300 à 600 millions de nouveaux francs stérilisés.

Or d'où vient ce capital : d'emprunts obligatoires des constructeurs automobiles, c'est-à-dire de l'épargne publique contrôlée par l'Etat, ou d'autofinancements prélevés sur le chiffre d'affaires des entreprises, c'est-à-dire sur le client qui paye plus cher et le personnel que l'on ne paye pas assez cher.

De toute façon, la mauvaise utilisation de ce capital appauvrit la nation qui aurait pu l'utiliser à d'autres équipements rentables. On peut donc s'étonner que l'Etat, maître du crédit et de la politique fiscale n'use pas de l'arsenal varié dont il dispose pour faire cesser la course au gaspillage par une coordination des investissements.

Il avait été créé, après la Libération, dans le cadre du Commissariat au plan une commission de l'Automobile où les constructeurs, les syndicats et l'Etat avaient dressé un plan de reconstruction et de spécialisation. Nous demandons qu'une telle commission revive. Appuyer cette demande, c'est œuvrer tant dans l'intérêt bien compris de la Régie que dans celui du pays.

CADRES RENAULT.

ALLOCATIONS DE CHOMAGE

Le Bureau de la C. F. T. C., réuni le 8 janvier 1960 :

- 1) DEMANDE au Gouvernement que les allocations officielles de chômage, fixées sur la base de 380 fr. par jour dans la région parisienne, par décret du 4 septembre 1958, soient revalorisées, compte tenu, notamment, de la hausse du coût de la vie et des relevements du S.M.I.G. intervenus depuis cette date ;
- 2) DEMANDE également que soit révisé le taux de l'allocation journalière minimum, fixée à 380 fr. pour la région parisienne, versée aux chômeurs complets en application de la convention du 31 décembre 1958 instituant un régime complémentaire d'indemnisation du chômage ;
- 3) RAPPELLE les différentes demandes faites au C.N.P.F., notamment par lettre du 13 octobre 1959, de réunir les signataires de la convention précitée, en vue du prolongement à un an du versement des allocations prévues par le régime complémentaire et de l'étude de l'indemnisation du chômage partiel ;
- 4) S'ÉLÈVE contre le fait que ces demandes sont restées sans réponse et insiste fortement de nouveau pour qu'une solution soit apportée rapidement à la situation de nombreux chômeurs qui, ayant épuisé leurs droits aux prestations, se trouvent toujours sans emploi.

Groupe des Administrateurs C.F.T.C. de compagnies d'assurances

BILAN D'UNE ANNÉE DE TRAVAIL

C'EST à l'occasion du renouvellement des Conseils d'administration des Compagnies d'Assurances Nationalisées que le nouveau groupe a été mis en place : il a donc maintenant un an d'existence.

Comment se compose-t-il ? Des administrateurs proprement dits désignés par les organisations syndicales d'employés, de cadres et d'inspecteurs ou par la Confédération comme représentants des « usages », des membres de la C.F.T.C. au Conseil National des Assurances, enfin des présidents des trois organisations regroupant les diverses catégories de personnels. Soit trente et une personnes appartenant aux fédérations suivantes : Employés, Cadres, Sécurité Sociale, Electricité-Gaz de France, Bâtiment, certains exerçant des fonctions de direction aux échelons confédéraux, fédéraux ou départementaux.

Quels sont ses objectifs ? On peut les regrouper sommairement sous deux grandes têtes de chapitre :

- 1° Etude et approfondissement des problèmes techniques posés aux administrateurs ;
- 2° Définition et mise en œuvre d'une politique commune au sein des Conseils et visant à promou-

voir les objectifs généraux du Mouvement.

Etude et approfondissement des problèmes techniques

On conçoit facilement que les administrateurs, pour faire face à leurs tâches, se sentent tenus à un certain travail personnel, la C.F.T.C. a donc le souci de mettre à leur disposition une documentation traitant notamment de problèmes économiques (les administrateurs sont « correspondants » du Service Economique Confédéral lequel assure, par ailleurs, le secrétariat du groupe). Il est organisé plusieurs fois par an des journées d'étude au cours desquelles sont traités par des spécialistes, soit des sujets concernant particulièrement la profession, soit des problèmes d'ordre plus général. Ainsi en 1959, nous avons étudié « La comptabilité des Compagnies d'assurances » et « Les méthodes de planification économique » ; pour 1960, nous prévoyons notamment « le contrôle de l'Etat sur les Sociétés d'assurances » et « l'électronique ».

Définition et mise en œuvre d'une politique C.F.T.C.

L'importance des Compagnies d'assurances dans la vie économique du

pays nous amène, tout naturellement, à considérer les Conseils des Sociétés nationalisées comme un lieu d'élaboration pour une action syndicale à la mesure de notre monde moderne. La définition d'une tactique, s'insérant dans la stratégie générale du Mouvement et s'inspirant de ses principes, s'inscrit donc en première place à l'ordre du jour des travaux du groupe.

Le groupe de travail ainsi constitué, figure donc parmi les différentes commissions confédérales qui s'attachent à étudier des secteurs particuliers de la vie économique : énergie, crédit, distribution, etc... Nous avons dit au début de cet article qu'il fonctionnait sous sa nouvelle forme depuis un an, ajoutons qu'il a tenu cinq réunions dont deux journées d'étude au siège de la C.F.T.C. La participation à ces réunions a été d'environ 52 % de présents, ce qui représente un résultat assez satisfaisant, si l'on tient compte des camarades provinciaux et de ceux qu'une lourde responsabilité, à l'échelon national, appelle à d'autres tâches. Un certain effort n'en reste pas moins nécessaire et nous pensons que les administrateurs sauront, à cette occasion, faire appel à leur sens du Mouvement.

A. PICART.

L'AUTOMATION DU TRAVAIL DE BUREAU EN AUTRICHE

D'un article paru dans les Informations syndicales de l'Agence Européenne de Productivité, nous extrayons les constatations et réflexions suivantes, que nos collègues pourront mettre en parallèle avec la situation dans leurs entreprises.

J. E.

LE NOMBRE D'EMPLOYES AUGMENTE

Le nombre d'employés augmente

Tout syndicaliste posera immédiatement la question prioritaire : l'automatisation du travail de bureau, a-t-elle provoqué un chômage technologique dans le secteur des employés ? Pour le moment la statistique répond par la négative. Fin 1951 : il y avait en Autriche au total... 595.816. Fin 1958... 709.003 employés, assurés sociaux.

Leur nombre s'est donc accru d'environ 19 %.

Pour les ouvriers, les chiffres indiquent l'évolution suivante :

Fin 1954 1.341.023
Fin 1958 1.376.998

Leur nombre ne s'est ainsi accru que de 2,7 %.

Voici des cas :

M. Blau évoque d'abord le cas de l'administration des P.T.T. qui démontre très clairement que malgré un accroissement considérable du rendement de l'activité par employé, dû à l'automatisation, il n'y a eu, grâce à l'augmentation vertigineuse de l'ensemble des activités, aucun licenciement. Il continue :

Une compagnie d'assurance, la Wiener Stadtische Wechselseitige Versicherungsanstalt, utilise déjà depuis 1930 (1) des machines à cartes perforées : l'évolution actuelle n'est de ce fait que la continuation naturelle d'une tradition vieille de plusieurs dizaines d'années. La direc-

tion de l'établissement indique comme « leitmotiv » son désir constant d'amélioration et son souci d'épargner à un grand nombre d'employés l'exécution de travaux de routine fastidieux.

L'automatisation s'étend aux décomptes des primes, des réassurances, des sinistres, des participations des assurés au bénéfice, des commissions, à l'établissement de polices, de tarifs, etc. A l'heure actuelle, environ 60 % de ces travaux sont exécutés à l'aide de machines à cartes perforées et de machines à impression rapide, tandis que la réadaptation des 40 % restants est prévue pour les semaines et mois à venir. Par ailleurs, pour tout ce qui est du calcul des primes et des commissions d'assurances automobiles, l'entreprise fait appel à une Faculté qui met sa calculatrice électronique IBM 650 à la disposition contre un loyer horaire. Le calcul des traitements et salaires se fait encore selon la méthode traditionnelle, toutefois, l'adaptation à l'IBM 650 est envisagée. Il ressort de la comparaison des années 1954 et 1958 que l'augmentation du volume d'affaires dans certaines branches est un multiple de celle des effectifs du personnel.

Assurances automobiles	100 %
Assurances risques élémentaires	100 %
Employés (service intérieur) en valeur absolue	1.022
en %	100 %

PAR
Paul F. BLAU
Chef du Service
Mécanique et Ergonomie,
Confédération
des Syndicats Autrichiens (OGB)

1958	
Assurances automobiles	235 %
Assurances risques élémentaires	159 %
Employés (service intérieur) en valeur absolue	1.296
en %	127 %

Si ces chiffres reflètent la motorisation accélérée et la reprise économique de l'Autriche, ils peuvent, en ce qui concerne notre sujet, quelque peu induire en erreur. Par rapport au total des affaires

Un numéro spécial du "Courrier de l'Unesco" pour le 40^e anniversaire de l'O. I. T.

Le « Courrier de l'Unesco », publication mensuelle de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, consacre son numéro de novembre au 40^e anniversaire de l'Organisation internationale du Travail.

Trente-deux pages de textes et de photos permettent aux lecteurs de se faire une idée de la diversité des tâches qu'accomplit l'O.I.T. en faveur de la population laborieuse du monde, grâce à la collaboration active des gouvernements, des employeurs et des travailleurs de ses 80 pays membres.

Le sommaire de ce numéro comprend notamment : « Prémices du social », par David A. Morse, directeur général du Bureau international du Travail ; « Quarante années de lutte pour une justice sociale », par Edward J. Phelan, ancien directeur général du B.I.T. ; « Un triomphe des services d'un milliard de travailleurs », par Ronald S. Fenton ; « Une grande enquête de l'O.I.T. sur l'automatisation et ses répercussions sociales. D'autres textes et photos illustrent divers aspects de l'œuvre de l'O.I.T. »

Le « Courrier de l'Unesco » paraît chaque mois en quatre langues : français, anglais, espagnol et russe. Richement illustré, il présente, sous une forme attrayante, un large panorama du monde moderne, qui donne une image vivante de l'infinité diversité des peuples et des pays. Presque chaque numéro est axé sur un thème central : les plus récents ont traités de cinéma, de l'hygiène mentale, de la pollution de l'air, de la culture africaine, etc.

L'Unesco, Paris, envoie sur demande des spécimens gratuits et fournit tous renseignements concernant les conditions d'abonnement.

Le Bureau International du Travail, à Genève (Suisse), possède un nombre limité d'exemplaires du numéro de novembre en langues française, anglaise et espagnole. Un exemplaire pourra être envoyé, sur demande, dans la mesure des disponibilités. Des exemplaires en langue russe pourront être obtenus à l'adresse suivante : M. Ivan Sadchikov, directeur du Bureau de Correspondance du Bureau International du Travail, Pouchkova 15, apt. 23, Moscou K 9.

ÊTES-VOUS INSCRIT ? Pour la prochaine session de BIERVILLE les 26 et 27 mars 1960 ASSISTEREZ-VOUS ?

aux
prochaines conférences
26, r. Monthon, à 18 h. 30
les 16, 17, 18 mai 1960

LE FAIT DEMOGRAPHIQUE FRANÇAIS

de cette entreprise, le nombre d'assurances par employé n'a, pour la période donnée, augmenté que de 6,5 %. Il est vrai que les assurances et avec elles les primes furent en partie revalorisées par décision législative, ce qui a occasionné un grand surcroît de travail. Il est toutefois hors de doute que non seulement le nombre d'affaires augmente

UNE GRANDE ENTREPRISE DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Une large automatisation de la production, typique pour l'industrie chimique, caractérise cette entreprise. Son personnel se compose pour deux tiers d'ouvriers et pour un tiers d'employés

Elle dispose, entre autres, d'une machine à calculer électronique (Z 22 de la maison Zuse) avec un rendement inférieur à celui de l'IBM 650, mais considérée comme suffisante. Le premier secteur automatisé est celui du décompte des salaires. Cette mesure entraînait une réduction de 40 % des personnes employées dans ce service, cependant que le nombre de ses administrés augmentait de 50 %, ce qui a permis malgré tout d'enregistrer une augmentation de la production de l'ordre de 32 % en dehors de ce service, les comptabilités, les matières et l'équipement ont été automatisés. Ces mesures entraînaient entre autres une réduction du délai

considérablement, mais que par surcroît l'influence des statistiques dans tous les domaines de la gestion des affaires et de l'entreprise grandit sans cesse. Pour l'accomplissement de ces tâches, les anciennes méthodes exigeaient des effectifs de personnel beaucoup plus élevés et une partie en serait irréalisable sans l'aide de l'automatisation.

dans l'établissement du bilan, ce qui a permis à la direction de l'entreprise d'avoir une meilleure vue d'ensemble et de plus grandes possibilités d'action

1954 = 100 (indice de base)	Em- ployés	Ouvriers	Total
Production	173	179	178
Secteur technique	140	116	120
Recherche	215	158	204
Secteur commercial	228	221	225
Secteur administratif	155	148	152
Au total	172	147	154

Ce tableau indique clairement l'expansion de l'entreprise pour ladite période, au cours de laquelle seule la production du produit principal s'est accrue de 32 %, tandis que la fabrication de nouveaux produits fut concurrentiellement lancée. L'augmentation des effectifs du personnel est due aux investissements et à

Pour faire face à la concurrence de plus en plus aigüe sur le marché mondial, l'entreprise a été contrainte de développer considérablement pendant les dernières années son service de recherches. L'augmentation du nombre d'employés touche surtout les chiffres, le personnel de laboratoire et celui des services commerciaux. Elle n'est dans aucun rapport avec l'augmentation « automatique » du personnel administratif telle que l'a décrite si pertinemment la loi de Parkinson (1). Une comparaison de l'évolution des effectifs du personnel au cours des années 1954 à 1958 donne le tableau ci-dessous :

L'important développement de l'activité dans le domaine de la recherche a amené l'entreprise à confier en priorité au calculateur électronique les projets d'essais et l'utilisation de leurs résultats. Cette machine doit donc examiner des méthodes d'analyses, exploiter les résultats de recherches dans le domaine de la chimie organique, anorganique, générale et technique, ainsi que ceux du domaine agricole et forestier, en tenant compte d'un grand nombre de paramètres. L'entreprise compte également résoudre par l'emploi de la machine à calculer électronique les questions générales et techniques de la marche de l'entreprise ainsi qu'une série de problèmes de personnel (comparaisons de traitements et de salaires, estimation du travail, primes de productivité, etc.).

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE LA QUALITE

Au cours des conversations avec la direction la plus signalée à plusieurs reprises qu'on s'attendait à une augmentation annuelle de la production et du chiffre d'affaires d'environ 10 % et qu'on espérait y arriver avec un effectif stable d'employés (proportionnellement aux techniques et à l'organisation s'opposent à ce processus d'expansion, de la sorte que l'effectif actuel doit être considéré comme la résultante de ces deux forces opposées.

Conclusions soumises à l'Organisation Internationale du Travail concernant les effets de la mécanisation et de l'automatisation dans les bureaux

1. L'application de la mécanisation et de l'automatisation dans les bureaux doit être considérée comme un développement inévitable dans la recherche pour l'amélioration des méthodes et l'accroissement de l'efficacité. L'application des nouvelles techniques a d'ores et déjà entraîné certains avantages et la communauté tout entière devrait pouvoir en bénéficier.

2. Le développement des techniques de bureau se produit dans des conditions très diverses et dans une mesure qui varie considérablement suivant les pays, les secteurs d'activité et les entreprises. Dans certains pays, la mécanisation ne fait que commencer ; dans d'autres, elle est déjà très développée.

3. L'automatisation dans les bureaux n'en est encore qu'à ses débuts, même dans les pays et les entreprises où elle est la plus avancée. L'état de développement actuel est tel qu'il est difficile de déterminer avec certitude et précision quelles pourront être les conséquences sur le plan social.

RECENSER LES EXPERIENCES

4. C'est pourquoi l'O.I.T. pourrait remplir un rôle particulièrement utile en rassemblant les résultats des expériences acquises par certains pays et en diffusant des informations sur ces résultats auprès de tous les pays membres.

5. Pour des raisons diverses, l'introduction de l'automatisation dans les bureaux n'a pas entraîné jusqu'ici d'importants congédiements de personnel et elle n'a pas eu pour effet de faire décroître le niveau général de l'emploi du personnel de bureau.

6. L'introduction de l'automatisation dans les bureaux a généralement entraîné des périodes d'activité économique intense. Cette introduction dans une entreprise s'étend sur une longue période de temps qui peut aller quelquefois jusqu'à trois ans dans le cas d'une première application. Aussi a-t-il été possible d'envisager avec attention les effets possibles à l'égard du personnel. Dans certains cas, l'automatisation a

permis de disposer de nouvelles informations, ce qui a eu pour effet d'accroître les possibilités d'emploi.

7. Néanmoins, il n'est pas possible de prévoir d'une façon catégorique quels seront les effets futurs de la mécanisation et de l'automatisation, et il est souhaitable d'accorder quelque attention aux problèmes qui pourraient se poser.

PRECAUTIONS POUR EVITER LE CHOMAGE

8. Il se peut que le niveau de l'emploi se trouve réduit, au moins temporairement, dans les sections particulières où l'automatisation est introduite. Les congédiements de personnel dans ces sections peuvent être limités si non évités complètement par le recours aux types de moyens élastiques, dont certains ont été utilisés par des entreprises qui ont introduit l'automatisation dans les bureaux.

a) Planification des opérations de conversion suffisamment à l'avance pour que les transformations à effectuer dans l'entreprise puissent être opérées avec le moins possible de désordre, de désorganisation et de déplacements de travailleurs ;

b) Introduction des procédés automatisés à un rythme suffisamment lent pour permettre à l'entreprise et aux travailleurs d'assimiler les nouvelles méthodes de travail ;

c) Emploi dans un autre service de la même entreprise avec maintien des droits acquis ;

d) Transfert à un autre lieu de travail au sein de la même entreprise avec paiement des frais de déménagement et de réinstallation s'il y a lieu ;

e) Suspension ou limitation du recrutement de personnel nouveau durant la période de transition ;

f) Encouragement à la retraite des travailleurs âgés si les systèmes de pension adéquats existent ;

g) Notification à l'avance au per-

sonnel des changements à venir et, s'il y a lieu, aide pour trouver un emploi dans d'autres entreprises, y compris communication aux services de placement officiels.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

9. Eu égard aux problèmes qui peuvent résulter du fait que des travailleurs risquent de se trouver en surcroît dans une entreprise et, étant donné que l'automatisation dans les bureaux n'en est encore qu'à ses débuts, il y a lieu d'attirer une attention spéciale à la formation professionnelle. Il peut être nécessaire de mettre des moyens de formation professionnelle à la disposition du personnel pour lui permettre d'acquiescer les connaissances et les qualifications que nécessitent les nouvelles fonctions. Il peut être souhaitable d'organiser des cours à l'intention des travailleurs d'un certain âge et notamment des ingénieurs et des techniciens en vue de leur permettre de mettre leurs connaissances à jour en ce qui concerne les progrès les plus récents de la technique. Il peut être nécessaire aussi de dispenser une formation aux travailleurs transférés à d'autres fonctions déjà existantes au sein de l'entreprise, la aide à fournir pour la formation doit pouvoir comprendre au besoin l'octroi de temps libre et une assistance financière.

NOUVELLES CONDITIONS DE TRAVAIL

11. Dans les bureaux où la mécanisation et l'automatisation ont été introduites, il est apparu approprié de prêter attention aux conditions de travail et notamment à des aspects tels que :

a) Surveillance médicale appropriée ;

b) Hygiène, chauffage, éclairage, aération et nettoyage adéquats ;

c) Agencement du lieu de travail, et notamment des dispositions pour l'élimination du bruit ;

d) Aménagement approprié des heures de travail et des périodes de repos, étant entendu que s'il est nécessaire de travailler en équipes successives, il y a lieu, autant que possible, d'éviter le travail de nuit.

12. Lorsque, par suite de transferts de personnel, des travailleurs sont appelés à occuper temporairement des emplois d'une catégorie inférieure à la leur, ils ne devraient pas subir en même temps un préjudice financier.

13. D'une façon générale, il apparaît souhaitable, d'après les conditions présentes et prévisibles, que des consultations aient

lieu entre les parties intéressées : travailleurs, employeurs, organisations de travailleurs, organisations d'employeurs. Ces consultations s'établissent conformément aux pratiques en usage dans chaque pays. Elles pourraient porter notamment sur les questions suivantes :

L'acierie Böhler (Usine de Kapfenberg)

Cette entreprise utilise depuis plusieurs dizaines d'années des machines à cartes perforées. En 1956, une calculatrice électronique IBM 604 a été mise en service. Toutes les opérations de salaires et de traitements, ainsi que le calcul et la répartition des charges sont entièrement confiés à des machines à cartes perforées et tabulatrices (IBM 421) et finalement passés à la machine à calculer électronique. L'une des conséquences dans le secteur du personnel était la dissolution du service de la solde, respectivement sa transformation en un bureau de réclamation, avec un effectif réduit à 4 personnes au lieu de 24. Les 20 employés disponibles ont été affectés au service du bilan dont l'effectif passait de 26 à 46. Malgré un effectif de 24 employés, l'ancien service de la solde avait eu à enregistrer mensuellement jusqu'à 1.000 heures supplémentaires, et malgré cette mesure, les dépassements de délais avaient été régulièrement encourus. La transformation a mis fin à cette impasse. Le service du bilan de l'entreprise a assumé un bon nombre de nouvelles tâches, notamment le calcul du prix de revient de toutes

les commandes et l'exploitation des résultats. L'entreprise ne s'attend pas à une future réduction de l'effectif de ses employés, mais compte par contre sur une sensible diminution des erreurs de fabrication, une amélioration économique, grâce à une organisation plus rationnelle des stocks et une amélioration de la qualité des produits.

De 1954 à 1958, le nombre d'employés est passé de 732 à 897, soit une augmentation d'environ 22,5 %, tandis que le nombre d'ouvriers, pour la même période, passait de 4.903 à 5.043, soit une hausse d'environ 2,8 % seulement. Il est cependant à remarquer que dans cette entreprise aussi l'augmentation des effectifs ne porte non seulement sur le personnel administratif, mais aussi sur les techniciens. Pendant les cinq premiers mois de cette année on a enregistré le départ de 10 employés dans le secteur administratif et l'engagement de 11 personnes dans le service technique (ce qui équivaut à une augmentation d'environ 2,5 %).

TROIS CONSTATATIONS

PAS DE CHOMAGE TECHNOLOGIQUE

Il n'existe actuellement en Autriche aucune preuve que l'automatisation dans le travail de bureau ait eu pour conséquence une vague de chômage technologique dans le secteur des employés. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'évolution décrite s'est faite à une époque marquée par un important essor économique dont ont bénéficié surtout les services publics, les banques, les assurances et l'industrie. Quel aurait été le développement pendant une période d'économie stagnante ou de récession ? A cette question il n'y a pas de réponse simple pour ce qui est de la situation d'emploi des employés dans les divers secteurs.

a) Information sur les prévisions d'introduction de l'automatisation dans l'entreprise ;

b) Changements dans la classification des emplois, la rémunération et les perspectives de carrières ;

c) Effets de l'application des nouvelles techniques sur les conditions de travail.

PARTICIPATION AUX BENEFICES

14. Dans une perspective plus large, l'extension de la mécanisation et de l'automatisation dans les bureaux peut avoir certaines répercussions sociales générales qui requièrent une action à l'échelle nationale, par exemple à l'égard des réformes de l'enseignement et de la formation professionnelle, de la planification des dispositions de sécurité sociale. Bien que de telles mesures relèvent de la compétence des pouvoirs publics, elles devraient être prises en consultation avec les employeurs et les travailleurs intéressés, conformément aux pratiques nationales.

15. Les conclusions ci-dessus indiquent que tous les travailleurs, employeurs, des pouvoirs publics et des travailleurs doivent participer à la situation des pays en cours de développement dans lesquels il peut y avoir lieu d'introduire la mécanisation et l'automatisation de manière qu'il soit tenu compte de leurs problèmes spéciaux.

LA PRODUCTIVITE DANS LES BUREAUX

2. Il n'est pas facile de mesurer la « productivité des employés », ce que démontre clairement l'exemple cité plus haut. La tendance constante, rencontrée d'accroître les exigences empêche un calcul sur la base de la production ou de la vente. Il en est de même pour le bénéfice, car une baisse des prix et de ce fait du bénéfice de l'entreprise a souvent pour conséquence une baisse de la productivité.

(1) « Loi de Parkinson » : Une étude humoristique-satirique du fonctionnement automatique de l'appareil administratif dans « Parkinson Law » (C.N. Parkinson, Boston, 1957).

Au cours de l'échange de vues avec la direction, on nous a signalé que les exigences faites à la gestion de l'entreprise se sont considérablement accrues pendant les dernières années. Si l'on voulait y satisfaire avec les méthodes traditionnelles, il faudrait une augmentation d'employés non de 22,5 %, mais d'environ 100 % — constate déjà dans bien des cas il serait impossible d'accomplir les tâches sans l'aide de machines automatiques de bureau.

LA LOI DE PARKINSON ENTRE EN VIGUEUR

Un danger toutefois : il arrive un moment où la machine fournit toutes les indications qui lui sont demandées, mais que personne n'en a réellement besoin et ne désire utiliser, jusqu'au jour où un utilisateur se présente. Celui-ci se met alors à persuader les autres de l'utilité des renseignements fournis, en exige d'autres, demande ensuite des collaborateurs ; en bref, la « loi de Parkinson » entre en vigueur.

PROMOTION DES EMPLOYES

3. On constate un « déplacement » dans la classification des employés. Certains directeurs d'entreprises ou conseils d'entreprises d'employés estiment que l'automatisation du travail de bureau entraîne une polarisation parmi les employés, c'est-à-dire à un besoin relativement important d'employés des catégories inférieures, et supérieures, et qu'il y aurait un besoin sensiblement réduit d'employés de la catégorie moyenne. Il est cependant frappant de noter qu'en même temps les exigences faites aux employés des catégories inférieure et supérieure se font plus grandes : les employés chargés des machines à cartes perforées et des tabulatrices doivent être rapides, exacts et consciencieux dans leur travail qui demande une excellente vue, une parfaite ouïe et un grand pouvoir de concentration. Les employés de la catégorie supérieure doivent comprendre mieux que jamais le langage des statistiques et être capables de tirer d'une multitude d'indications chiffrées sur l'évolution de la production et des affaires, des conclusions pratiques.

L'ECONOMIE SUR LES TRAITEMENTS : Motif mineur

Après avoir évoqué la difficulté de réévaluation professionnelle des employés et cadres âgés, M. Blau conclut :

« Un haut fonctionnaire dans l'une des entreprises visitées a déclaré pour ce qui est des répercussions sociales de l'automatisation dans les bureaux : « Tout dépend du but recherché. On peut automatiser le travail de bureau afin d'économiser des traitements ; mais l'automatisation peut aussi être au service du développement de l'entreprise, avec le but d'une amélioration de la production et d'un progrès décisif des recherches. On considère par l'économie des traitements comme un motif. »

Louable politique ; mais en sera-t-il ainsi partout ?

ACTIVITE PROFESSIONNELLE (Suite de la page 7)

VINS ET SPIRITUEUX

Un accord de salaires a été conclu pour les Cadres des Entreprises des Vins et Spiritueux. Il fixe le point salaire 100 à 4,35 N.F. à dater du 1^{er} janvier 1960.

Par rapport au précédent accord qui remontait au 1^{er} avril 1958, il représente une augmentation de 8,34 %.

Il ne faut pas s'illusionner sur ce chiffre qui semble élevé. Dans cette branche d'activité, les coefficients des Cadres correspondent à la moitié des coefficients habituels. Ramené à la valeur « normale », ce point hiérarchique est de 2.175,0 N.F. S'il n'est pas le plus bas, il fait partie du lot de ceux qui le sont.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

A dater du 1^{er} janvier 1960, le salaire de base pour la zone zéro passe de 88.500 à 930 N.F., ce qui représente une augmentation de 5,08 % par rapport au dernier accord qui date de février 1959.

VERRERIE

Dans la Verrerie travaillée mécaniquement au chalumeau et dans la Verrerie à la main travaillée au chalumeau, un accord de salaires pour chacune de ces activités est intervenu le 5 janvier 1960 qui fixe le point hiérarchique 100 à 2,34 N.F., au lieu de 2,1666, à compter du 1^{er} décembre 1960.

LE MOIS ECONOMIQUE

Évolution du Pouvoir d'Achat depuis 1938

UNE étude récente de l'Institut d'Observation Economique montrant que le pouvoir d'achat des salariés avait augmenté de 50 % de-

SUR LA BASE DES DONNEES DE LA COMPTABILITE NATIONALE
Conclusions de l'étude Romeuf
(Institut d'Observation Economique)

1° LES PRIX

Sur une base 100 en 1938, les prix seraient à l'indice 3 030 en 1959.

2° LES SALAIRES

Il s'agit des données globales qui figurent au poste « Rémunération des salariés » du revenu national. Elles comprennent donc les salaires directs et indirects de tous les salariés (secteur privé, nationalisé, fonctionnaires, agricoles).

Sur la base 100 en 1938, les variations de ce poste sont les suivantes :

1938	100
1949	1 950
1954	3 700
1957	5 000
1959	6 000

(Chiffre présumé)

Mais il faut étudier l'évolution du pouvoir d'achat à activité constante.

Compte tenu de l'évolution de l'indice d'activité, cette série est ramenée à :

1938	100
1949	1 550
1954	3 000
1957	3 700
1959	4 500

3° LE POUVOIR D'ACHAT

Voici les indices de pouvoir d'achat qui ressortent de l'étude I.O.E. :

1938	100
1949	107
1959	150

Cette étude ne donnant pas d'indice moyen des prix pour les années intermédiaires, nous n'avons pas vérifié le chiffre 107 qui correspond à 1949.

Pour être plus précis, il convient de ramener à 148,5 l'indice de pouvoir d'achat donné pour 1959 (4 500) (3 030).

Conclusions établies

sur la base de travaux effectués par l'I.N.S.E.E. et le Conseil Economique

1° LES PRIX

Nous donnons, ci-après, un indice des prix — base 100 — en 1938 calculé en raccordant notamment l'indice des 250 articles à l'ancien indice des 213 articles — jusqu'en 1955 il a été tenu compte de l'évolution des prix en province et à Paris (en tenant compte d'une pondération : 1 pour Paris, 4 pour la Province). L'indice provincial n'étant plus calculé depuis décembre 1955, nous avons néanmoins raccordé l'indice « France entière » à celui des 213, puis des 250 articles (Paris seulement) de façon à obtenir une série ininterrompue jusqu'en 1959. Malgré le caractère aléatoire de ces opérations, les résultats obtenus ne sont pas sans intérêt et peuvent être comparés à ceux de l'I.O.E.

1938	100
1949	1 754
1950	1 898
1951	2 271
1952	2 550
1953	2 512
1954	2 522
1955	2 555
1956	2 604
1957	2 678
1958	3 079
1959	3 234

Rappelons que selon l'I.O.E., le coût de la vie serait à 3 030 en début 1959.

2° LES SALAIRES

Nous reprendrons les indices corrigés de l'activité indiqués ci-dessus au paragraphe I-A-2.

puis 1938 a justement ému nos camarades, bien placés pour savoir que, hélas ! la réalité est très différente pour la plupart des travailleurs.

3° LE POUVOIR D'ACHAT

1938	100
1949	88,3
1959	139

REMARQUE. — En conservant les indices de salaires de l'I.O.E., on arrive à une augmentation de 39 % (au lieu de 50 %), soit déjà une correction sensible, en utilisant 32 au lieu de 30 comme multiplicateur pour les prix (et 32 est plutôt faible).

AUTRE METHODE D'APPROCHE

(A partir des salaires des ouvriers du secteur privé)

L'étude I.O.E.

Rappelons quelques conclusions de cette enquête :

ANNEE	POUVOIR D'ACHAT (Moyenne d'ensemble France entière)	
	de l'heure de travail	Hebdomadaire moyen
1938	100	100
1949	84	96
1959	113	130

Sur la base des données du Ministère du Travail et d'une étude du Conseil Economique

Nous avons pris en considération l'indice du revenu mensuel net des salariés (professionnels et manœuvres) ramené après raccords à la base 100 en 1938. Rappelons que cet indice calculé par le Ministère du Travail tient compte des taux de salaire horaire de la durée du travail, des retenues de la Sécurité Sociale, des impôts, des prestations familiales et éventuellement de la prime de transport.

L'indice retenu pour l'évaluation du coût de la vie est celui dont il est question au paragraphe I ci-dessus (3 234 en 1959).

C Célibataire ;
P 2 Père de 2 enfants ;
P 5 Père de 5 enfants dont 2 de plus de 10 ans.

ANNEE	POUVOIR D'ACHAT					
	Zone 0 % d'abattement			Zone 7,5 % puis 4,44 %		
	C	P 2	P 5	C	P 2	P 5
1938	100	100	100	100	100	100
1950	61	81	95	76	101	130
1959	89	106	115	108	130	157

Pour apprécier correctement les variations du pouvoir d'achat de 1938 à 1959, il importe de tenir compte de l'évolution de la durée moyenne du travail entre ces deux années : En 1939, la durée moyenne hebdomadaire du travail était d'environ 39 heures ; en 1959, elle est sensiblement de 45 heures.

Pour comparer les pouvoirs d'achat, à durée de travail égale, il convient donc de faire un abattement d'environ 15 %.

De son côté en 1955, l'I.N.S.E.E. arrivait aux résultats suivants :

	(1938) (Pour 39 heures de travail en moyenne)	1955 (Pour 45 heures de travail en moyenne)		Coefficient d'augmen- tation de l'indice des prix de détail
		Gain direct	Gain indirect	
CELIBATAIRE				
<i>Paris :</i>				
— Professionnel ..	1	19,7	22	26
— Manœuvre	1	19,6	22,5	26
<i>Province :</i>				
— Professionnel ..	1	23,8	27,5	28
— Manœuvre	1	24	27,7	28
PERE DE 2 ENFANTS				
<i>Paris :</i>				
— Professionnel ..	1	24,5	27,7	26
— Manœuvre	1	25,6	30	26
<i>Province :</i>				
— Professionnel ..	1	30,3	35,4	28
— Manœuvre	1	32	37	28

Ces derniers calculs arrêtés en 1955 et en 1959 permettent de déceler déjà des disparités très importantes entre Paris et la province, entre le célibataire et les pères de famille : elles sont aussi sensibles si l'on retient les salaires des hommes et des femmes.

Cependant, il s'agit bien toujours de la même catégorie de salariés : les ouvriers du Commerce et de l'Industrie, alors que par la première méthode on retient l'ensemble des rémunérations : secteur privé, secteur public, secteur nationalisé, agriculture.

Nous avons repris cette question et les éléments qui suivent apportent une contribution utile au débat : ils montrent qu'on arrive à des résultats très divers suivant les méthodes d'analyse, soit que l'on considère la masse globale des salaires directs et indirects, soit que l'on ne retienne que les rémunérations des ouvriers de l'industrie et du commerce (enquête du Ministère du Travail).

Ces calculs ne prétendent pas apporter « la vérité », l'insuffisance des statistiques existantes oblige à beaucoup plus de modestie : ils permettent cependant de discuter et de contester certains chiffres avancés parfois sans aucun fondement.

LE NIVEAU DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indice corrigé des variations saisonnières (sans le bâtiment)

(Base 100 en 1952)							
Sept. 58	Janv.	Mai	Juin	Oct.	Sept.	Oct.	Nov.
154	152	157	159	161	163	165	171

LE NIVEAU DE L'EMPLOI

Au premier jour de chaque mois
Données corrigées des variations saisonnières (en milliers)

	Avril	Juin	Juill.	Oct.	Nov.	Déc.
Offres non satisfaites	17,5	16,5	19,0	19,0	18,5	18,7
Demandes non satisfaites	140	138	133	135	139	146,5
Chômeurs secourus	37,0	37,5	36,5	35,5	37,5	38,5

LES INDICES DE PRIX

● Indice des prix de gros (base 100 en 1949)

1958							
Moyenne	Juin	Juillet	Oct.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
166,9	171,6	172,3	174,4	175,5	177,9	178,3	179,1

● Prix de détail - Indice des 250 articles

1958							
Moyenne	Juin	Juillet	Oct.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
119	124,9	125,3	125,9	126,5	127,6	128,4	128,4

● L'indice des 179 articles atteint 121,24 en décembre contre 121,37 en novembre, soit une hausse de 0,6 %.

● L'indice du budget-type C. F. T. C. s'est fixé, en décembre, à 234,3, contre 234 en novembre, soit une hausse de 0,1 %.

LE COMMERCE EXTERIEUR

BASE 100 EN 1938	Moyennes mens.					
	1956	1957	1958	1959	1959	1959
Exportations	202	223	233	264	260	310
Importations	166	175	174	174	154	175

Les perspectives

I. — TABLEAU 1958 - 1959 - 1960 - 1961

VARIATION EN VOLUME à prix constants	Variation 1958-1959	Variation 1959-1960
	%	%
— Production industrielle	+ 2	+ 6
— Production totale	+ 1,5 à 2	+ 5
— Consommation des particuliers	+ 0,5	+ 4,5
— Salaires (toutes catégories)		
— Taux réels	+ 2	+ 3
— Activité	+ 1,5	+ 1,5
	+ 0,5	+ 4,5
— Investissements du secteur productif	0	+ 7
— Investissements des administrations	+ 14	+ 7,5
— Importations de l'étranger	— 4,2	+ 5
— Exportations vers l'étranger	+ 17	+ 5

Il semble possible d'espérer un taux d'expansion de 6 % de la production industrielle et de 5 % de la production totale (industrie, agriculture, services), car

— L'amélioration de la situation de notre balance des comptes permet d'envisager, sans difficulté sérieuse, le financement d'importations croissantes ; donc pas de goulot d'étranglement d'origine extérieure ;

— Il existe, du fait de la relative stagnation de la production depuis fin 1957, des capacités de production inemployées : les trésoreries des entreprises semblent reconstituées. En

ce qui concerne les effectifs de la main-d'œuvre, la marge est sans doute moins grande en période de « classes creuses » ; cependant, la diminution de l'indice des effectifs du travail en 1957 et 1958 laisse subsister une marge d'élasticité.

Donc pas de goulots d'étranglement d'origine interne.

2° On pense que l'effort de stimulation exercé sur les entreprises françaises par la concurrence des produits étrangers et par la forte croissance des débouchés extérieurs, sera dans les années à venir un facteur essentiel de l'expansion,

L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

CADRES ASSURANCE

SALAIRES

Faisant suite à la lettre adressée le 27 novembre 1959 à M. Debré, Premier Ministre, par les organisations syndicales de Cadres et Employés, celles-ci ont été reçues à l'Hôtel Matignon le vendredi 15 janvier 1960 par M. Decoust, représentant du Premier Ministre. Au cours de cet entretien, qui a duré plus d'une heure, les représentants du Personnel des Sociétés d'Assurances ont exposé la situation de la profession et le mécontentement de ce personnel envers le pouvoir de tutelle qui empêche actuellement toute libre discussion de salaires en dépit de la loi du 11 février 1950. Ils ont fortement souligné l'insuffisance de l'augmentation de 3 %, objet du protocole du 23 décembre 1959. Notre interlocuteur nous a confirmé que le Gouvernement entendait, dans le cadre de sa politique générale, contrôler les salaires et les prix.

A la suite de cet entretien, les signataires du Protocole ont adressé à la F.F.S.A. le 23 décembre 1959, la lettre suivante :

« Monsieur le Président,
« Lorsque nous avons signé avec votre Fédération le Pro-

tocole du 23 décembre 1959, nous avons dû tenir compte d'une situation qui interdisait toute conclusion d'un accord de salaires pouvant avoir une incidence sur les secteurs nationalisés.

« Depuis cette date, des accords sont intervenus dans la plupart des organismes nationalisés et les circonstances semblent devoir permettre aujourd'hui l'ouverture de discussions susceptibles d'aboutir à l'accord souhaité de part et d'autre. Nous espérons donc être convoqués prochainement pour examiner les modifications de nos barèmes de salaires.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

Le 21 janvier, le Président de la F.F.S.A. nous a informé qu'il devait prendre contact prochainement avec les organisations syndicales.

Elections délégués du personnel

Il est rappelé aux responsables des Compagnies que la liste des candidats présentés doit être avalidée par le Syndicat préalablement à son dépôt, et que les résultats des élections doivent nous être communiqués le plus tôt possible.

Le Président :
A HELMER.

Syndicat des Cadres Assurance du Mans

Nos camarades Cadres C. F. T. C. des Mutuelle Générale Française Accidents, Vie, et Mutuelle du Mans se sont réunis le 25 janvier en Assemblée Générale et ont procédé à l'élection de leur Bureau pour 1960 :

MM.	
Président	BOBET (M.G.F.A.)
Vice-Présidents	POUSSIN (Mut. Mans) et GRASSIN (M.G.F.A.)
Secrétaire	AGUESSE (M.G.F.A.)
Secrétaire adjoint	LEFAUCHEUX (M.G.F.A.)
Trésorier	POIRIER (M.G.F.A.)
Trésorier adjoint	HAMELIN (M.G.F.A.)
Conseillers	BIENVENU et ROYER (M.G.F.A.)

économiques pour 1960

mais également de l'abaissement des prix. On espère un accroissement des investissements productifs de 7 % ; le gouvernement suivra de façon très attentive le développement des investissements, exerçant une action de stimulation, d'orientation et aussi de freinage.

3° En matière de salaires et de prix, les hypothèses sont moins claires : d'une part, le tableau fait état d'une augmentation de la masse des salaires (toutes catégories, dont les fonctionnaires et le secteur nationalisé) de 4,5 % provenant

— partie : 3 % d'augmentation des taux réels ;
— partie : 1,5 % de l'accroissement de l'activité.

Ceci veut dire : augmentation de 4,5 % de la masse salariale réelle, donc en pouvoir d'achat (en tenant compte du mouvement des prix).

Mais dans la même page du rapport gouvernemental, il est question d'une croissance de 4,5 % de la masse salariale sans autre qualificatif, habituellement cela doit être interprété dans le sens de nominale, donc

— d'une part, la masse salariale réelle doit augmenter de 4,5 % ;

— d'autre part, la masse salariale nominale doit aussi augmenter de 4,5 %.

Il en résulte que les prix ne doivent pas varier.

Or, le rapport n'est pas aussi affirmatif ; il est question à la fois de maîtrise complète des prix et d'impossibilité générale du blocage... On prévoit des hausses normales, on veut empêcher les hausses abusives, on espère par ailleurs un abaissement de certains prix (par la réforme des circuits de distribution) !

Renseignements pris aux

sources, voici comment il faut comprendre tout cela :

— Fin 1959, les prix seront environ à 2 % au-dessus de la moyenne 1959 ; dans l'hypothèse la plus favorable, le gouvernement espère qu'en 1960 ils se maintiendront au niveau de fin 1959, ce qui donnerait tout de même :
Moyenne 1960 = + 2 %

Moyenne 1959
— L'augmentation de 4,5 % de la masse salariale prévue serait plutôt une augmentation nominale qu'une augmentation réelle, et ce dernier adjectif qui figure dans le tableau serait de trop. Ce qui donnerait une augmentation réelle (en pouvoir d'achat) d'environ 2,5 %.

— Si l'on admet que les calculs officiels sont parfaitement cohérents, l'équilibre est obtenu en retenant une hausse nominale des salaires horaires de 3 %, chiffre infime, inférieur aux hausses de ces dernières années, et qui équivaut à un quasi-blocage des salaires.

4° On est optimiste quant à l'évolution de nos échanges extérieurs et aux perspectives de la balance des paiements.

— On importera plus, mais on pense aussi pouvoir exporter davantage (produits agricoles, industries chimiques, automobile).

— Nous aurons à rembourser 555 millions de dollars de dettes (contre 210 en 1959), mais on espère la poursuite des mouvements favorables observés depuis juin 1958, qu'il s'agisse de rapatriements de capitaux français ou d'investissements étrangers.

Le syndicat de la région parisienne fait le point

Le Syndicat chrétien des Ingénieurs et Cadres de la région parisienne a tenu son assemblée générale le 11 décembre 1959, sous la présidence de Pierre Michel, président du Syndicat.

Après avoir déclaré ouverte l'assemblée générale et remercié les membres présents en quelques phrases rapides, il rappelle la pression gouvernementale contre des hausses de salaires, ce qui a entravé l'action des syndicats au moins pendant les neuf premiers mois de l'année. Mais, ajoute Michel, je donne la parole à Bapaume pour présenter le rapport d'activité du syndicat pendant l'année écoulée.

Le rapport de Bapaume sera axé particulièrement sur la défense des intérêts professionnels : les consultations juridiques ; la fiscalité ; enfin, l'action internationale.

Bapaume fait une très large énumération de tous les accords et conventions obtenus au cours de l'année et particulièrement pendant le 4^e trimestre et de ceux encore en discussion. La majorité de ces accords ou de ces conventions sont nationaux, rares ceux qui sont régionaux (la liste en a été publiée dans le précédent numéro de Cadres et Profession).

Malgré la pression gouvernementale, l'action s'exerce tout de même en faveur des salaires et porta ses fruits surtout pendant le dernier trimestre de l'année 1959.

Si ces augmentations ne nous donnent pas entièrement satisfaction, au moins elles nous ont permis de combler en grande partie l'augmentation du coût de la vie subit depuis 1955.

Régime complémentaire de chômage

La crainte de la récession pour 1959 nous a incité à négocier avec le C.N.P.F., un régime de chômage qui fut plus important que le régime officiel. Il a été l'objet d'une Convention collective conclue le 31 décembre 1958. Les caractéristiques vous en ont été données dans les premiers numéros de Cadres et Profession de 1959. Si nos craintes ont été vaines pour 1959, on ne peut pas dire qu'elles soient totalement dissipées pour l'avenir. C'est pourquoi nous estimons ce régime comme une réussite importante puisqu'il constitue une véritable assurance chômage, valable également pour les cadres.

Au moment où je vous parle, il y a en France 23.509 chômeurs de toutes garanties inscrites dans les différents AS-SEDIC dont 5.118 dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise).

Mais nous ne voulons pas nous contenter d'être des distributeurs de fonds de chômage. Nous voulons, par le truchement de ce régime, promouvoir une véritable politique de l'emploi.

Consultations juridiques

Un autre aspect important de notre activité est le service des consultations juridiques. Nous avons reçu plus de 300 collègues en cours de l'année qui étaient en difficulté à des titres divers. Pour certains nous avons actionné auprès de leur employeur et ce sont des millions que nous avons fait obtenir à nos collègues sans exercer de poursuites.

Pour d'autres, il a fallu le faire et chaque fois que cela est possible, nous en rendons compte dans Cadres et Profession dans la chronique juridique.

Bapaume a rappelé les démarches faites auprès du gou-

vernement pour que les cadres ne continuent pas à être écrasés par les taxes fiscales.

L'intéressement collectif du personnel

A fait l'objet d'un long développement par Bapaume, nous ne le rapporterons pas puisque Cadres et Profession en a déjà parlé et le fera encore.

Action internationale

Par le truchement de la Fédération, notre syndicat parisien a sa part dans l'action internationale. Action extrêmement dynamique qui contribue à transformer l'atmosphère des entreprises et assure la progression sociale dans les pays. Bapaume met au courant des auditeurs de la session qui vient d'avoir lieu à l'O.I.T. et qui a étudié « les effets de la mécanisation ou de l'automatisation dans le travail de bureau » (Cadres et Profession en a donné les conclusions). Il signale que, grâce au dynamisme de notre Fédération internationale, il a pu être inscrit à l'ordre du jour de la conférence annuelle de l'O.I.T. les questions des travailleurs non manuels, y compris les cadres et ingénieurs.

Tel est très rapidement résumé le rapport de Bapaume sur l'activité du Syndicat des Ingénieurs et Cadres de la région parisienne.

Après le rapport d'activité, le président donne la parole à G. Riffault pour présenter la situation financière qui fut approuvée à l'unanimité. Il en fut de même pour la fixation des cotisations.

Elections du Conseil

La liste présentée fut élue à l'unanimité. On trouvera ci-après la composition.

INSPECTEURS DU CADRE ASSURANCE

Pour information, nous communiquons ci-après le texte de la lettre adressée à la F.F.S.A., le 25 janvier 1960, par l'ensemble des Syndicats d'Inspecteurs du Cadre :

Monsieur le Président
de la Fédération Française
des Sociétés d'Assurances
3, rue de la Chaussée-d'Antin
PARIS (9^e)

« Monsieur le Président,
« Nous avons l'honneur de vous confirmer et de vous préciser les indications que nous avons fournies à la Délégation patronale conduite par le secrétaire général de votre Fédération, M. Tassin, à l'issue de la séance de notre Groupe de travail du 18 janvier.

« Par lettre du 24 décembre 1959, adressée au Syndicat national des Inspecteurs d'Assurances (C.G.C.) qui a cru devoir en donner communication à l'ensemble des Syndicats d'Inspecteurs, vous avez exprimé le point de vue que le problème du remboursement des frais de déplacement devait rester une question propre à chaque Entreprise et qu'elle ne pouvait pas, à votre sens, être traitée sur le plan professionnel.

« Permettez-nous, Monsieur le Président, de vous faire observer que le point de vue unanime de nos syndicats — et à travers eux la totalité de nos adhérents — expressément consultés à cet égard est diamétralement opposé nous ne demandons pas, bien sûr, à voir codifier un barème rigoureux, pas plus que nous n'envisagerions de voir sceler en un texte rigide un problème dont la solution exige nuances et souplesse.

« Mais, de même que la Convention collective doit, aux yeux de tous — des vôtres et des nôtres — apporter la garantie d'un minimum de rétribution, entre autres, de même

Après ces comptes rendus et élections, un débat s'installa sur l'action professionnelle, le coût de la vie, la fiscalité et sur la querelle du moment : l'enseignement libre.

Tout à tour, le président Michel et Bapaume répondirent aux questions qui furent posées.

L'ordre du jour étant épuisé et les interpellations satisfaites, la séance fut levée non sans que Michel ait remercié le secrétariat syndical et les adhérents pour leur fidélité à notre mouvement.

LE NOUVEAU CONSEIL DU SYNDICAT PARISIEN

BOISSOU (Transports routiers).
BOSELUT (Chefs comptables)
BOUSCARLE (Industries chimiques)
BRUGÈRE (Industries du Textile)
DREVELLE (Banque)
DUCHIER (Métallurgie)
DU PARQUET (Pétrole)
ETEVENON (Administrations diverses)
FONTAINE (Banque)
GENTIL (Cuirs et Peaux)
HARDEL (Industries chimiques)
HOUSSEAU (Charbon)
HUGUES (Industries alimentaires)
JAMET (Banque)
LEFORT (Compagnies de Navigation)
MICHEL (Pétrole)
NORMAND (Métallurgie)
OTTAWAY (Matériaux de Construct.)
PRETEUILLE (Métallurgie)
QUENTIN (Commerce)
RANCUREL (Assurances)
RIFAULT (Banque)
SCHNEIDER (Assurances)
TESCHER (Charbon)
TOFANI (Bâtiment et Travaux publics)
VERON (Métallurgie)

il nous apparaît indispensable de faire figurer, dans ce texte, en matière de remboursement de frais, l'énoncé de règles claires et formelles, avec des bases de référence et des clauses d'adaptation aux circonstances économiques.

« Nous nous permettons de vous exprimer notre étonnement devant le fait que la F.F.S.A. ait pu ne pas s'attarder à notre demande car, outre nos très nombreuses indications, verbales ou écrites, au cours de ces dernières années, il est notoire que le remboursement de leurs frais constitue, pour les Inspecteurs du Cadre, une préoccupation capitale et constante qu'on ne peut situer sur un plan inférieur à celui de leurs soucis en matière de hiérarchie, garantie d'emploi, congés payés, etc., etc.

« C'est pour cette raison qu'une Convention Collective, insuffisamment précise dans ce domaine, resterait un texte vain et dont la signature serait pour nous sans intérêt. Votre lettre au S.N.I.A. (notamment dans son troisième alinéa) constitue de votre part une prise de position négative ; nous estimons donc loyal de vous faire part, à notre tour, de notre propre position, avant de reprendre des travaux qui risqueraient, si par impossible vous n'envisagiez pas une nouvelle étude de la question, d'avoir été conduits en pure perte.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les plus distingués. »

Pour les Syndicats d'Inspecteurs du Cadre :
C.F.T.C. : C.G.C. :
M. RANCUREL. P. EUCHER,
C.G.T. : C.G.T.-F.O. :
G. ESPINET. M. POINTU.

CHRONIQUE
JURIDIQUEL'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT
DES CADRES DE LA MÉTALLURGIE

par

Guy BOHN

Avocat à la Cour

Un ingénieur de la S.N.E.C.M.A. licencié par son employeur avait reçu paiement de son indemnité de licenciement non conforme à l'article 4 de la Convention collective des Cadres de la Métallurgie, laquelle précise que l'indemnité de licenciement doit être calculée sur la moyenne des appointements effectifs normaux perçus par l'intéressé durant les six derniers mois précédant la dénonciation du contrat de travail.

Le traitement dont il s'agit comprend, au prorata du temps passé dans les conditions de leur attribution, les indemnités, gratifications collectives ou individuelles, liées au contrat de travail.

La S.N.E.C.M.A. avait refusé d'incorporer la prime d'intéressement du personnel au résultat de l'entreprise instituée par décision du 22 février 1955 parce qu'elle prétendait que cette prime ne constituait pas un appointement normal, qu'elle ne saurait être payée pour une période de non travail, qu'elle correspondait à une répartition de bénéfices et que, comme telle, elle est variable, aléatoire, pouvant être négative. Elle ne pouvait donc pas être considérée comme un accessoire de salaires ou un des éléments prévus par la Convention collective.

La cour d'appel réformant la décision du Conseil des Prud'hommes de la Seine, section du commerce, qui avait débouté M. X... de sa demande estime que cette prime d'intéressement n'est pas une allocation gracieuse et bénévole, elle constitue bien une prime collective liée au contrat de travail, prévue par l'article 4 de l'accord paritaire concernant les cadres de la Métallurgie.

La Société avait également

soutenu que cette prime d'intéressement ne devait pas être incorporée en raison du fait qu'elle pouvait apparaître comme négative et entraîner éventuellement pour le bénéficiaire un reversement des avances qui lui ont été consenties au vu du bilan de fin d'année. La cour, très judicieusement, a estimé que le représentant de commerce qui est payé uniquement à la commission reçoit quand même un salaire qui peut être négatif si son rendement est nul et qui peut très bien avoir, éventuellement, à rembourser des acomptes versés sur ce salaire, sans que ceux-ci puissent modifier le caractère juridique des versements perçus par le représentant. En conséquence, la cour a infirmé la décision du Conseil des Prud'hommes de la Seine et a condamné la S.N.E.C.M.A. à payer à son ingénieur le complément d'indemnité de licenciement, soit la somme de 159.215 fr., toutefois n'a pas fait droit à sa demande du complément de préavis étant donné que l'ingénieur n'avait pas accompli son préavis.

COUR D'APPEL DE PARIS - 22^e Chambre (30 juin 1959)

ENTRE : M. X..., ingénieur

M^e G. BOHN, Avocat à la Cour

CONTRE : Société Anonyme S.N.E.C.M.A.

LA COUR,

— CONSIDÉRANT que, suivant l'accord sus-mentionné, les ingénieurs et cadres congédiés ont droit à une indemnité de congédiement calculée en fonction de la durée des services ; que l'article IV afférent à ladite indemnité spécifie

qu'elle doit être calculée sur la moyenne des appointements effectifs normaux perçus par l'intéressé durant les six derniers mois précédant la dénonciation du contrat et que le traitement dont s'agit comprend, au prorata du temps passé et dans les conditions de leur attribution, les indemnités et gratifications collectives ou individuelles liées au contrat de travail ;

— CONSIDÉRANT que la prime d'intéressement du personnel aux résultats de l'entreprise instituée

par décision du Conseil d'Administration de la S. N. E. C. M. A. à la séance du 22 février 1955 a remplacé, à partir du 1^{er} janvier 1955, les régimes antérieurs d'intéressement ; qu'elle a été étendue au département Motocycles par décision du 25 septembre 1956 ;

— CONSIDÉRANT que la Société prétend en refuser à X... l'incorporation dans la moyenne des appointements effectifs normaux des six mois précédant la dénonciation du contrat sur la base desquels doit être calculée l'indemnité de congédiement aux motifs suivants :

1^o Que cette prime ne constituerait pas un appointement normal ;

2^o Que cette prime ne saurait être payée pour une période de non travail ;

3^o Que cette prime correspond à une répartition de bénéfices qui, comme telle, est variable, aléatoire et peut être négative ; que la Société cherche une confirmation de sa thèse dans le rapport même du Conseil Rapporteur du Conseil des Prud'hommes qui avait déclaré que le sieur X... ne saurait avoir droit au rappel de l'indemnité d'intéressement pour le préavis, puisqu'il ne l'avait pas effectué, mais considérant que le Conseil Rapporteur avait conclu qu'il y avait lieu de retenir le montant de l'indemnité d'intéressement pour le calcul de l'indemnité de congédiement ;

— CONSIDÉRANT, en effet, que cette indemnité ne puise dans les éléments de rémunération des six mois précédant le congédiement que des éléments de calcul pour déterminer son montant ; qu'il est de règle générale de prendre en considération pour le calcul de base de cette indemnité tous les éléments de rémunération, à l'exclusion des seuls éléments correspondant à une allocation gracieuse et bénévole ou une allocation représentant le remboursement de frais ; qu'en l'espèce l'indemnité de désintéressement qualifiée dans les notes mêmes de service de la Société, prime collective, rentre bien par ce terme même dans les indemnités et gratifications collectives liées au contrat de travail prévues au paragraphe IV de l'accord paritaire sus-énoncé ;

— CONSIDÉRANT que la Société fait valoir que cette indemnité d'intéressement n'aurait pas

le caractère d'un appointement normal ; mais attendu que, par ce dernier terme, il faut, suivant définition du dictionnaire, entendre ordinaire et régulier, que cet avantage trouve sa source dans une décision de la Société elle-même et est régulier dans son principe, sinon dans son montant ;

— CONSIDÉRANT que la Société n'est pas davantage fondée à refuser cette indemnité parce qu'aléatoire, c'est-à-dire pouvant être, non seulement négative, mais susceptible, éventuellement, d'entraîner pour le bénéficiaire un reversement au vu du bilan de fin d'année ;

— CONSIDÉRANT, en effet, que l'on ne saurait s'arrêter sérieusement à cette caractéristique, qu'en effet le salaire lui-même peut être soumis à une condition de rendement, telle l'indemnité de commission, et n'en constitue pas moins, pour sa part aléatoire, un salaire ; qu'enfin l'argument de la Société que calculer l'indemnité de congédiement en tenant compte du pourcentage de bénéfices pour une période antérieure à un congédiement serait allouer au salarié un bénéfice pour une période de non travail et lui attribuer un droit double audit bénéfice ne porte pas ;

— CONSIDÉRANT, en effet, que le même argument pourrait être avancé pour le reste du traitement à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité de congédiement ; que le calcul même du montant du bénéfice à retenir ne présente, contrairement à ce que soutient la Société, aucune difficulté puisque la Société qui versait, en fait, des acomptes sur bénéfices a, en outre, en fin d'année 1957, établi le montant définitif de l'indemnité ; qu'en outre la somme réclamée à ce titre par X... n'est pas discutée en son calcul, le principe seul de son attribution étant contesté par la S. E. N. E. C. M. A. ; qu'en conséquence le sieur X... apparaît bien fondé en sa demande tendant à obtenir l'inclusion de l'indemnité d'intéressement dans les appointements effectifs normaux à retenir pour le calcul de l'indemnité de congédiement et qu'il a droit, à ce titre, au complément réclamé de 159.213 francs ;

— CONSIDÉRANT que le sieur X... réclame une régularisation de sa situation à la Caisse des Cadres, compte tenu de l'avantage ainsi

accordé ; que cette demande est légitime, qu'il y a lieu d'allouer au demandeur le bénéfice de ses conclusions sur ce point, mais en spécifiant toutefois, pour permettre à la Société de procéder à ladite régularisation, que l'astreinte de 2.000 francs prévue au jugement entrepris ne commencera à courir qu'à partir du moment où le présent arrêt sera devenu définitif.

PAR CES MOTIFS :

— REÇOIT le sieur X... dans son appel du jugement du Conseil des Prud'hommes de la Seine du 11 mai 1959 qui l'avait débouté de ses demandes en solde de préavis, solde d'indemnité de licenciement et régularisation à la Caisse des Cadres sous astreinte de 2.000 francs par jour ; l'y déclare partiellement bien fondé ;

— DIT et JUGE, en effet, que le sieur X..., ayant été autorisé à ne pas accomplir son préavis, ne saurait avoir droit à un complément de préavis basé sur une distribution de bénéfices ;

— CONFIRME, en conséquence, le jugement entrepris de ce chef ;

— DIT et JUGE, au contraire, que l'indemnité d'intéressement correspondant à une participation de bénéfices est une indemnité collective liée au contrat de travail et doit, en conséquence, être prise en considération pour le calcul de l'indemnité de congédiement ;

— INFIRME donc le jugement entrepris de ce chef ;

— DECLARE le sieur X... bien fondé en sa demande en 159.215 francs pour solde d'indemnité de licenciement ;

— CONDAMNE la Société S. N. E. C. M. A. à verser ladite somme au sieur X... ;

— INFIRME également, par voie de conséquence, le jugement entrepris en ce qu'il a débouté le sieur X... de sa demande de régularisation à la Caisse des Cadres ;

— DIT et JUGE que la Société devra, corrélativement au susdit versement de 159.215 francs, régulariser la situation de X... auprès de ladite Caisse, et ce sous astreinte de 2.000 francs par jour de retard ;

— DIT toutefois que l'astreinte ne commencera à courir que du jour où le présent arrêt sera devenu définitif.

Pages à lire :

LE CHRÉTIEN
et le monde moderne

par Jean DANIELOU, S. J.

(Collection « LE MONDE ET LA FOI », dirigée par Jean de Fabrigues.)

La confrontation du christianisme et du monde contemporain présente deux aspects : d'une part un ensemble de données sociologiques, scientifiques, psychologiques que le christianisme doit accueillir pour s'y incarner et les consacrer ; d'autre part, des erreurs sociales, morales, philosophiques que la mission du christianisme est de dénoncer.

Ainsi la situation du chrétien est-elle à la fois de présence et de rupture. Equilibre difficile à garder. Certains seront tentés de rejeter le monde moderne tout entier avec ses erreurs ; d'autres au contraire se laisseront influencer par ses déformations, en voulant s'ouvrir à lui.

Les chapitres de ce petit livre essaient de dégager les lignes d'une spiritualité du laïc chrétien d'aujourd'hui, à la fois engagé dans le monde de son temps et libre à l'égard de ses erreurs. Ils portent sur quelques-unes des questions qui préoccupent le plus les chrétiens d'aujourd'hui : celles de la foi et de l'esprit scientifique, de la pauvreté évangélique, de l'importance relative de la charité et de la pratique, enfin de l'espérance et de l'optimisme du progrès.

(1 vol. broché (11 x 18 cm.) 325 fr., DESLÉE et C^{ie}, Éditeurs.)

NOTRE RÉGIME
DE RETRAITE

I. - PÉRIODE
DU 1^{er} AVRIL 1947
AU 1^{er} JANVIER 1960

Les cadres travaillant pour plusieurs employeurs sont affiliés par les soins de chacun de ceux-ci à l'Institution dont dépend au premier jour de chaque période quinquennale leur principal employeur.

Chaque employeur auprès duquel le cadre occupe des fonctions relevant de la Convention doit effectuer le versement des cotisations à la Caisse d'affiliation de l'intéressé.

A cet effet, chacun des employeurs doit faire connaître à ladite Caisse le montant de la rémunération versée par lui à l'intéressé et le taux de cotisation applicable aux cadres de son entreprise.

Ainsi que le prévoit l'article 6 de la Convention, la cotisation est perçue sur la tranche d'appointements dépassant le plafond de la Sécurité Sociale, c'est-à-dire que, pour chaque employeur intéressé, la limite inférieure des appointements donnant lieu à cotisations au régime complémentaire est celle qui doit être retenue comme limite supérieure pour l'application du régime général de Sécurité Sociale, conformément à l'article 148 du R.A.P. du 8 juin 1946.

Quant à la limite supérieure de cotisations, elle est déterminée pour chacun desdits employeurs en appliquant à la limite inférieure fixée à l'alinéa précédent le rapport existant entre la limite supérieure de cotisations visée

à l'article 6 de la Convention et le plafond de la Sécurité Sociale.

Les prorata ainsi définis sont applicables tant pour le calcul des cotisations proportionnelles aux salaires, obligatoires et facultatives, visées à l'article 6 de la Convention et au paragraphe 1^{er} de l'article 5 de l'annexe I que pour l'établissement des cotisations garanties et forfaitaires prévues au paragraphe 2 de l'article 5 et au paragraphe 3 de l'article 36 de l'annexe I.

Il est rappelé que la totalité des cotisations versées par chaque employeur devra être retenue par la Caisse pour l'attribution annuelle des points de retraite.

Les demandes de rectification aux salaires déclarés par les employeurs et afférentes aux années faisant l'objet du présent paragraphe sont recevables dans les conditions prévues aux 1^{er} et 2^e alinéas de l'article 26 bis de l'annexe I.

II. - PÉRIODE POSTÉRIEURE
AU 31 DÉCEMBRE 1959

A compter du 1^{er} janvier 1960, les dispositions des 1^{er} et 3^e alinéas du paragraphe I ne seront plus applicables.

Il appartiendra aux intéressés de déclarer, eux-mêmes, à la Caisse d'affiliation de leur employeur principal le nom et le taux de cotisation des différentes entreprises qui les emploient ainsi que les rémunérations versées par chacune d'elles.

Les déclarations dont il s'agit seront

Modalités applicables aux Cadres
travaillant pour plusieurs employeurs

obligatoirement attestées par les employeurs en cause.

Le montant des cotisations dues par chaque employeur lui sera notifié par la Caisse d'affiliation du participant et devra être versé aux dates d'échéance fixées par la Caisse.

Les demandes de rectification aux déclarations initiales concernant un exercice devront être présentées avant l'expiration de la deuxième année suivant cet exercice.

Ce délai écoulé, aucune modification ne pourra être apportée à l'assiette des cotisations.

III. - RECONSTITUTION
DES SERVICES PASSÉS

Les services antérieurs au 1^{er} avril 1947 sont reconstitués par la Caisse d'affiliation dans les conditions prévues au Titre II de l'annexe I en tenant compte, pour l'application des chiffres-limites figurant au Tableau B, de la totalité des rémunérations touchées chez les divers employeurs.

L'attribution des points de retraite et leur majoration éventuelle par suite d'un relèvement du taux de cotisation ou de l'adoption de la garantie ou du forfait, en application des articles 5 et 36 de l'annexe I, se font dans les conditions suivantes :

En ce qui concerne les périodes pour lesquelles l'intéressé doit justifier, en application du Titre II, du montant de ses appointements réels, le système de

cotisation dont il est tenu compte pour la fraction d'appointements retenue au titre de chacun des établissements employeurs (après application sur le total de la rémunération des chiffres-limites figurant au Tableau B) est celui en vigueur dans l'établissement considéré au moment du versement de l'allocation.

AVIS DE CONCOURS

Un concours pour le recrutement de sept ingénieurs des Travaux d'Hydrologie à la Préfecture de la Seine s'ouvrira le 5 avril 1960.

Inscription du 15 février au 5 mars 1960 inclusivement.

Programme du concours et tous renseignements : Hôtel de Ville Paris. Bureau des personnels technique et ouvrier, 4^e étage, porte 424.

Rédaction Administration
26, RUE MONTHOLON
— PARIS (IX^e) —
Téléph : TRU. 91-03
C. C. Paris 4169-19

PUBLICITE
AGENCE PUBLICAT
24, boulevard Poissonnière
PARIS (IX^e)
Téléphone : TAITbout 64-11
Le numéro : 0,40 N.F.

Le Gérant : A. BAPAUME.

Impr. spéc. de « Cadres et Profession »
5, rue du Cornet, Le Mans. — 43.513